

Miguel Almeyreda : de l'anarchisme au réformisme, itinéraire tortueux d'un révolutionnaire à la Belle Époque

Anne Steiner,
Maîtresse de conférences en sociologie,
Université de Paris X Nanterre, Sophiapol.

Résumé : Cet article retrace la vie de Miguel Almeyreda, un anarchiste antimilitariste et journaliste de la Belle Époque. Il examine comment Almeyreda est passé de l'approbation de la propagande par le fait à son ralliement à l'Union Sacrée pendant la Grande Guerre avant de mourir abruptement en prison dans des circonstances mystérieuses.

Abstract : This article retraces the life of Miguel Almeyreda, an antimilitarist anarchist and journalist from the "Belle Époque" period. It shows how Almeyreda evolved from endorsing terrorism to rallying to France's military involvement in World War I, before suddenly dying in prison in mysterious circumstances.

Mots-clés : Almeyreda, Miguel ; anarchisme ; antimilitarisme ; Belle Époque.

Lorsqu'en 1911, les services de la Sûreté générale entreprennent de recenser les « principaux révolutionnaires de Paris »¹, le nom de Miguel Almeyreda figure en haut de la liste qu'ils établissent. Ainsi le veut certainement l'ordre alphabétique, mais très certainement aussi le degré de dangerosité que les autorités lui prêtent. Secrétaire de rédaction de *la Guerre sociale*, le journal subversif à plus fort tirage de ce temps (50 000 ex), créateur des Jeunes Gardes qui disputent aux camelots du roi de l'Action Française et à la police la maîtrise de la rue, Miguel Almeyreda a joué un rôle central dans toutes les grandes mobilisations sociales et politiques des années 1905 à 1912.

Une jeunesse rebelle

Miguel Almeyreda, de son vrai nom Eugène Bonaventure Vigo, est né à Béziers en 1883. Orphelin de père à 3 ans, fils d'une jeune femme dépourvue de ressources, il change souvent de foyer et ne fréquente l'école que par intermittence.

¹ Cette liste qui comprend 132 noms, dont 90 anarchistes et 30 syndicalistes révolutionnaires dont plusieurs sont anarchistes, est une émanation du carnet B. AN/F7/13 053

À l'âge de onze ans, il rejoint, à Bordeaux, sa mère qui s'est mise en ménage avec un jeune photographe aux idées avancées, Gabriel Aubès, originaire de Sète. Ce dernier le sort de l'illettrisme, et parvient à lui donner le goût de la lecture, tout en l'initiant à sa profession.

Un an plus tard, en 1895, ils partent pour Paris et le jeune Vigo travaille chez un photographe de la place de la République, tout en suivant des cours du soir. Mais les rapports très conflictuels qu'il entretient avec sa mère, qui commence à souffrir de graves troubles psychiatriques, conduisent son jeune beau-père à l'éloigner de la capitale. C'est à Sète dans la famille Aubès dont les membres, ouvriers et artisans, érudits et fervents dreyfusards, sont de sensibilité socialiste tout en étant ouverts aux idées libertaires, que se forment les premières convictions politiques d'Eugène Vigo.

À l'automne 1899, il revient à Paris où il se retrouve rapidement sans aucun soutien familial. Sa mère, internée, meurt en mars 1900, et son beau-père choisit de retourner à Sète où il ouvre son propre atelier boutique. L'adolescent loge en garni et travaille comme ouvrier photographe mais, n'ayant pas accompli un apprentissage complet, il est souvent au chômage, et il est mal payé lorsqu'il a de l'ouvrage. Il mange rarement à sa faim, et vit dans la crainte permanente d'être expulsé, faute de pouvoir payer sa chambre. Il fréquente alors l'Université populaire du faubourg Saint-Antoine² où il noue des relations avec de jeunes anarchistes.

En mai 1900, il est condamné à deux mois de prison ferme pour complicité de vol (recel d'une pièce de 20 francs). Les victimes ont retiré leur plainte, il est mineur et n'a jamais été condamné, il travaille. Autant d'éléments qui auraient dû le faire bénéficier de la loi sur le sursis à l'exécution de la peine, votée le 26 mars 1891 à l'initiative du sénateur René Béranger, et qui est alors appliquée à environ 30 000 condamnés par an. Mais l'enquête de police ayant fait état de ses fréquentations anarchistes, il est incarcéré à la prison pour mineurs de la petite Roquette. Les jeunes détenus y sont soumis au régime de l'isolement cellulaire de jour comme de nuit : ils mangent, dorment et travaillent dans des cellules de 6 m² où ils sont enfermés plus de 22 h par jour, et ils effectuent seuls la promenade quotidienne. Toute communication entre détenus est strictement interdite.

Ce premier séjour en prison est déterminant pour la trajectoire de Vigo qui sort de la petite Roquette révolté, convaincu de l'iniquité de la société dans laquelle il vit, et habité par un désir de vengeance. Il fréquente alors plus assidûment que jamais le milieu anarchiste, y noue des relations solides, et écrit ses premiers articles dans *Le Libertaire*, hebdomadaire fondé par l'anarchiste Sébastien Faure en 1895, assez éclectique du point de vue des tendances, et qui ouvre volontiers ses colonnes à de jeunes collaborateurs. Il signe son premier article et les suivants Miguel Almeyreda, un nom de plume qui deviendra un patronyme de substitution.

² *La Coopération des idées*, située au 157 rue du faubourg Saint Antoine, est la première Université populaire fondée à l'initiative du philosophe Gabriel Séailles et de Georges Deherme, ouvrier sculpteur sur bois et anarchiste. Elle fût inaugurée le 8 octobre 1899.

Son premier article, paru en janvier 1901, fait l'éloge de la propagande par le fait. Il s'identifie d'autant plus aux poseurs de bombes des années 1890 qu'il a lui-même confectionné, trois mois auparavant, un engin explosif destiné au juge qui l'avait condamné. Mais effrayé à l'idée de causer la mort d'autres personnes, il renonce à le déposer à la porte de son domicile, et le jette dans des vespasiennes de la place Voltaire. Récupéré par la police, l'engin, qui n'a même pas explosé, est remis au chef de la brigade des anarchistes, qui mène une enquête et remonte jusqu'à Almeyreda. En mai 1901, il est condamné à un an de prison ferme pour fabrication d'explosifs et purge sa peine à la Petite Roquette.

Étant donné la nature du délit, et compte tenu des relations qu'il a noué dans le milieu anarchiste, une campagne pour sa libération s'organise. Elle n'aboutit qu'à réduire sa peine d'un mois, mais elle a pour résultat de rendre son nom fameux dans le milieu anarchiste. La célèbre journaliste Séverine, collaboratrice de Jules Vallès au *Cri du peuple*, le poète Laurent Tailhade, l'architecte Frantz Jourdain, organisateur des salons d'Automne et constructeur des magasins de La Samaritaine, s'intéressent à lui et lui viennent en aide.

Grâce à eux, Miguel Almeyreda, durement éprouvé par ces onze mois passés dans le silence absolu et la semi obscurité, recouvre rapidement des forces. La direction du *Libertaire* lui confie la rubrique « Au hasard du chemin », sorte de revue de presse commentée, dans laquelle il exprime, avec une aisance grandissante, des points de vue marqués par l'anarchisme individualiste. Dans le cadre d'une vaste enquête sur l'anarchisme lancée par le journal en décembre 1903, Miguel évoque d'ailleurs son engagement dans des termes qui sont typiquement ceux de cette mouvance:

« Le concept anarchiste ne fût pour moi que la fixation théorique de ma naturelle indiscipline.
Ennemi des apostolats, je n'accomplis rien par devoir. Je ne fais de la propagande anarchiste que parce que la somme des joies qu'elle me procure est supérieure à la somme des ennuis qu'elle me crée (...) Sans système préconçu, sans idéal définitif autre que celui de vivre, je pense que le communisme peut seul convenir à une société basée sur la libre entente. Je ne puis en effet concevoir une propriété individuelle, répartie en considération de l'effort accompli ou de l'utilité représentée sans l'appoint d'une autorité pour la sauvegarder. Le communisme qui n'imposerait ni l'égalité de production, ni l'égalité de consommation, me semble devoir, dans l'état actuel de nos connaissances, représenter le mode le plus équitable d'une première tentative de société anarchiste.»

Mais, sur les moyens de parvenir à une telle société, son avis diverge totalement de celui des individualistes qui placent au premier plan l'éducation et la

transformation individuelle, tandis qu'il se prononce, lui, pour la révolution, pour l'insurrection. Il considère que la violence des foules, est l'élément élément essentiel de toute transformation, mais que ces foules agiront sous l'impulsion d'une élite, ce qu'elles ont toujours fait dans l'histoire. Il affirme « qu'aux mains des hommes volontaires, la foule ne saurait être qu'un instrument. » Rien ne sert de l'éduquer, trop de solides énergies s'y sont usées. Il ne parle ni de peuple, ni de prolétariat, mais de foules. On sent là l'influence de Gabriel Tarde et de Gustave Le Bon qui étaient lus et commentés dans les milieux anarchistes.

Alors que les individualistes sont convaincus, eux, que sans élévation du niveau de conscience et de combativité des opprimés, sans travail préalable pour faire évoluer les mentalités, toute entreprise révolutionnaire ne pourra être l'œuvre que d'une étroite élite, d'une minorité consciente. Avec le risque de faire émerger alors une société post révolutionnaire plus autoritaire la précédente et de voir les « travailleurs victorieux mais non éduqués à la liberté se retrouver sous la coupe d'une masse de sous-administrateurs, surveillants, gendarmes et statisticiens-policiers de toute espèce qui, nouveaux privilégiés, vivraient du produit du travail des autres. »³

Du combat antimilitariste à *La Guerre sociale*

En 1904, Almeyreda participe activement à la préparation du premier congrès antimilitariste international qui réunit à Amsterdam du 26 au 28 juin plusieurs dizaines de participants venus de plusieurs pays d'Europe. Il fait partie de la délégation française, la plus nombreuse et la plus hétérogène du point de vue des tendances. Le Congrès débouche sur la création d'une Association Internationale Antimilitariste des Travailleurs (AIA) et c'est lui qui est désigné, à l'âge de 21 ans, secrétaire de la section française et secrétaire adjoint du bureau international aux côtés de Georges Yvetot, secrétaire général des bourses du travail.

Ce dernier étant occupé à plein temps par ses activités syndicales, c'est Almeyreda qui va complètement prendre en charge le développement de l'organisation. Pendant les mois suivants le Congrès, il parcourt la France en tout sens et prend la parole dans des réunions et meetings organisés par des libertaires et syndicalistes locaux. Lui qui, au sortir de la Petite Roquette, était frappé d'aphasie, devient un orateur apprécié. Grâce à son action, l'AIA compte en juin 1905 en France 5500 adhérents répartis dans 93 sections.

À l'occasion du départ de la classe, en octobre 1905, l'AIA fait un coup d'éclat en faisant placarder sur les murs de toutes les villes où elle a une section une affiche antimilitariste signée par une trentaine de militants. En ces années d'intense mobilisation sociale où l'on recense entre 1000 et 1500 grèves par an, le texte appelle les conscrits à refuser de servir de force de répression contre les travailleurs en lutte, à mettre crosse en l'air et même à viser les officiers s'ils donnent l'ordre de

³ E. Armand, *Les ouvriers, les syndicats et les anarchistes*, Verviers, Ed de Germinal, 1910.

tirer sur la foule. Enfin il appelle, en cas de mobilisation, à déclencher la grève générale et l'insurrection.

Inculpés d'incitation au meurtre et d'appel à l'insubordination, les signataires de l'Affiche comparaissent du 27 au 30 décembre 1905 devant les Assises de la Seine. Pratiquant une défense de rupture, ils font de leur procès une formidable tribune antimilitariste. Jean Jaurès, Paul Lafargue, Sébastien Faure et Victor Griffuehles, secrétaire général de la CGT viennent à la barre témoigner en leur faveur. La plus lourde condamnation, 4 ans de prison, échoit à Gustave Hervé. C'est un professeur agrégé d'histoire, radié en 1901 de l'éducation nationale pour des articles antimilitaristes particulièrement virulents publiés dans le *Travailleur socialiste de l'Yonne*, organe de Fédération socialiste de l'Yonne à laquelle il appartient. Il se définit comme « socialiste révolutionnaire », et se situe à l'aile gauche du Parti socialiste récemment unifié. Miguel Almeyreda et Georges Yvetot sont, eux, condamnés à trois ans de prison, deuxième peine la plus sévère.

Tous les trois accomplissent leur peine à la centrale de Clairvaux, dans l'Aube. Hervé, qui a 12 ans de plus qu'Almeyreda, le prend en amitié et joue volontiers auprès de lui un rôle de mentor intellectuel. Il dira plus tard de lui, alors même qu'ils étaient définitivement brouillés à la fin du premier conflit mondial, qu'il était « un des hommes les plus brillamment doués au point de vue intellectuel » qu'il ait connu, et qu'il n'y avait pas « cœur plus fier et plus vaillant » que le sien, ni « bravoure plus folle »⁴.

Ils correspondent avec d'autres signataires de l'affiche détenus à La Santé et élaborent ensemble le projet d'un journal qui pourrait « fédérer anarchistes, syndicalistes et socialistes révolutionnaires autour d'un projet commun. », Amnistiés le 14 juillet 1906, ils se mettent aussitôt au travail et le premier numéro de *La Guerre sociale* sort le 19 décembre 1906. C'est Almeyreda qui est chargé des titres et de la mise en page. Son « esprit clair et gavroche »⁵ imprime sa marque à *La Guerre sociale* que Madeleine Rébérioux considère comme le journal le plus engagé dont dispose le militantisme révolutionnaire français, ajoutant qu'il est, pour l'époque, « rédigé et mis en page de manière admirable »⁶ Rappelons, à ce propos, que l'équipe de rédaction, comme c'est le cas pour nombre de publications anarchistes, syndicalistes ou socialistes, est essentiellement composée de jeunes militants pourvus d'une simple instruction primaire.

⁴ Le 29 novembre 1917, dans *la Victoire* et lors de son témoignage au procès Malvy cité par Gilles Heuré dans sa thèse de doctorat « Gustave Hervé : un propagandiste sous la IIIème République (1871-1944) » soutenue à l'Université Paris II en mars 1995

⁵ Henri Fabre

⁶ Madeleine Rébérioux, « Histoire du socialisme français », *Histoire générale du socialisme*, tome III, PUF 1983.

L'éditorial du premier numéro présente le journal comme « un organe de concentration révolutionnaire ouvert à tous ceux qui travaillent autrement que par l'action légale à l'expropriation de la bourgeoisie capitaliste en vue de la socialisation des moyens de production et d'échange » *La Guerre sociale* est tirée à 15 000 exemplaires dans les premiers mois, chiffre qui augmente régulièrement dans les années suivantes pour atteindre 50 000 exemplaires en 1910. Il y a de nombreux abonnés à Paris et en Province, et il est également vendu à la criée par des camelots, payés, et par des militants, en particulier lors des appels à mobilisation. Son lectorat est assez éclectique, majoritairement ouvrier, mais Apollinaire y a été abonné du premier au dernier numéro, et Marie Curie le lisait.

À de nombreuses reprises les collaborateurs de *la Guerre sociale* ont été poursuivis et incarcérés pour leurs articles, particulièrement pour leur dénonciation de l'armée et de ses crimes lors des expéditions coloniales, comme lors des nombreuses grèves (1200 à 1500 grèves par an entre 1906 et 1912 avec un bilan de 17 morts et de plus d'une centaine de blessés graves). Chaque procès se transforme en tribune politique dont la grande presse se fait l'écho. En 1907, accusé d'avoir pris la défense des soldats mutinés du 17^{ème} régiment de ligne lors de la révolte des viticulteurs du midi, Almeyreda déclare :

« C'est par la révolte, aussi violente que les circonstances l'exigeront, que nous ruinerons la société d'incohérence et de honte qui est la vôtre. Et parce que l'armée est la seule arme de défense de la bourgeoisie et parce que notre révolution ne sera possible que dans la mesure où l'armée nous suivra, nous disons aux soldats « insurgez vous ! »⁷

Il est condamné à 36 mois ferme et en fera 16.

Pour la formation d'un parti révolutionnaire

À peine sorti de prison, il se jette dans la bataille pour Francisco Ferrer, un militant libertaire catalan accusé par l'État espagnol d'avoir fomenté les émeutes contre l'envoi de réservistes au Maroc, en août 1909, à Barcelone. Le 13 octobre 1909, l'annonce de l'exécution de Ferrer est suivie de manifestations émeutières dans de très nombreux pays en Europe et en Amérique latine. À Paris, il n'y avait pas eu d'épisode aussi violent depuis la Commune (tir sur les policiers, tramways et mobilier urbain brûlé, conduites de gaz mises à nu et incendiées, pompiers attaqués.) À la demande du parti socialiste, une seconde manifestation, négociée avec la préfecture de police, ce qui était inédit en France, a lieu quelques jours plus tard. Entre 60 000 et 100 000 personnes défilent alors sous la protection d'un service

⁷ « La Guerre Sociale devant les robes rouges », *La Guerre Sociale*, édition spéciale du 24 février 1908.

d'ordre, le premier de l'histoire des manifestations en France. Hervé et Almeyreda, qui avaient approuvé l'usage de la violence lors de la première manifestation, font partie des organisateurs, ce que beaucoup d'anarchistes voient comme un reniement.

D'autres mobilisations de grande ampleur vont suivre pour d'autres victimes d'injustice sociale. Elles comprennent à chaque fois campagne de presse, pétition, sollicitation des intellectuels s'étant engagé en faveur de Dreyfus, et manifestations de rue virant à l'émeute. Toutes partent de *la Guerre sociale* et doivent beaucoup à l'intense activité déployée par Almeyreda. D'autre part, de nombreuses grèves revêtent dans ces années là un caractère extrêmement violent avec sabotage, violences contre les jaunes, incendies de demeures patronales et d'entrepôts, et même de bâtiment officiels. Mais, selon Almeyreda, ce climat insurrectionnel ne pourra jamais déboucher sur une révolution faute de parti révolutionnaire capable d'unir socialistes révolutionnaires, anarchistes et syndicalistes. Diverses tentatives se soldent par un échec. Les premiers hésitent à quitter le Parti pour une formation qui n'existe pas encore, les seconds sont divisés en plusieurs tendances inconciliables, et les troisièmes, qui attendent tout du syndicalisme, ne voient pas l'intérêt d'une telle organisation. Cependant, l'échec cuisant de la grève des cheminots en octobre 1910 porte un coup sévère à la perspective de la grève générale et ébranle la foi des militants en la capacité de mobilisation de la classe ouvrière. Soupçonné d'avoir coordonné des actions de sabotage sur tout le territoire en soutien aux cheminots, Almeyreda fait cinq mois de détention avant d'être relâché en mars 1911, faute de preuves.

Déçu par ces échecs, il met sur pied, à sa sortie de prison, une organisation de combat, les Jeunes Gardes révolutionnaires organisés en escouades de dix hommes armés de coups de poing américains, de matraques, et de brownings. Chaque escouade était commandée par un chef qui était le seul à être en rapport avec le comité exécutif. Ils affrontent la police dans les manifestations et les camelots du roi de l'Action française dans les rues du Quartier latin. Ce qui vaut à Almeyreda qui prend souvent la direction des opérations de nouveaux mois de prison et de nouvelles blessures. À la même époque, il crée un service de sûreté révolutionnaire, le SSR, destiné à traquer les mouchards de la préfecture et les provocateurs. Quelques informateurs sont démasqués et interrogés et leurs confessions sont rendues publiques lors de conférences de presse convoquées pour l'occasion. Ainsi en fût-il pour Lucien Métivier, militant actif de la CGT, qui reconnut avoir rencontré personnellement Clemenceau lors de son recrutement par les services de la Sûreté générale en mai 1908, au moment de la grève des terrassiers de Draveil durant laquelle il multiplia les provocations.

Malgré ces initiatives qui s'inscrivent dans une stratégie insurrectionnelle, mais qui sont critiquées par les libertaires pour leur caractère blanquiste, la trajectoire de Miguel Almeyreda, à la suite de celle de Gustave Hervé, s'infléchit vers le réformisme. Il plaide pour le « désarmement des haines », considérant que les révolutionnaires doivent cesser de réserver en priorité leurs coups aux militants

socialistes, lesquels peuvent faire au Parlement une besogne complémentaire à celle menée par les révolutionnaires sur le terrain lors des grèves et manifestations. De même défend t'il le « militarisme révolutionnaire » qui ne voit plus dans les forces de l'ordre des cibles à frapper en priorité mais des prolétaires qu'il s'agit de gagner à la cause, notamment par le développement du syndicalisme dans leurs rangs.

Le 8 mai 1912, Almereyda rompt publiquement avec l'anarchisme en cosignant la déclaration publiée dans *La Guerre sociale* qui annonce la rupture du journal avec l'abstentionnisme et l'antiparlementarisme. Le 4 décembre 1912, il annonce dans les colonnes du journal son adhésion au Parti socialiste, déclarant qu'il faut entrer à la SFIO pour lui faire abandonner le réformisme plutôt que de combattre la SFIO de l'extérieur. Nombreux sont alors les militants qui suspendent leur abonnement à *la Guerre sociale*. Un meeting organisé à la salle Wagram par les membres de l'équipe de la rédaction du journal pour expliquer leur nouvelle orientation vis à vis des forces de répression, armée et police, et leur alignement sur les thèses défendues par Jaurès, se termine en pugilat.

En 1916, dans un procès en diffamation qui l'oppose à Léon Daudet de *l'Action française*, Miguel Almeyredal déclare que cette évolution politique, en apparence brutale, provient d'un long cheminement amorcé en 1906, mais qu'il n'a pu l'assumer publiquement qu'avec retard :

« Par scrupule, par honnêteté, j'ai été longtemps l'esclave de mon milieu, et certaines manifestations qui n'avaient pas mon approbation intellectuelle, avaient quand même ma participation, parce que je me disais qu'une fois l'action commencée, on n'a pas le droit, quand on a soi-même contribué à former l'état d'esprit d'où naît l'action, de se défilier. »⁸

Il explique aussi, dans cette déclaration, que son engagement trop précoce et fondé sur la pure révolte, de même que sa première condamnation pour vol, résultent de l'abandon absolu dans lequel il se trouvait alors, seul à Paris, sans famille et sans aucune forme de soutien moral ou matériel.

L'entrisme des militants de *la Guerre sociale* dans le parti socialiste, bien loin de faire basculer celui-ci vers son pôle le plus radical, s'accompagna de la conversion au réformisme de ces militants. La mission des Jeunes Gardes fût désormais plus souvent la protection des meetings du parti contre les agressions des Camelots du roi que les combats de rue avec ces derniers et les affrontements avec la police. Un changement d'orientation si radical qu'il conduisit de nombreux militants à désertir les rangs de l'organisation.

⁸ *Les Naufrageurs de la patrie, Le Bonnet rouge contre l'Action Française*, déclaration complète d'Almeyreda au procès du 20 mars 1916.

Miguel Almeyreda quitte *la Guerre sociale* en mars 1913 pour entrer comme rédacteur au *Courrier européen* du socialiste Charles Paix-Séailles, un hebdomadaire favorable au rapprochement franco-allemand. Il y fréquente des intellectuels professant des idées socialistes ou radicales socialistes et poursuit son évolution vers le réformisme. Ses émoluments lui permettent d'accéder à un très confortable niveau de vie contrastant avec l'extrême pauvreté de ses années de jeunesse. Ce qui contribue à l'éloigner davantage encore de ses anciens compagnons restés fidèles à leurs idéaux de jeunesse. Il participe cependant au combat contre la loi qui prévoit d'allonger d'un an la durée du service militaire et affronte à nouveau dans les rues du quartier latin les militants de l'Action française favorables aux « trois ans ». Le combat sans relâche contre ces derniers restera une constante dans la vie d'Almeyreda et lui vaudra en retour la haine inextinguible de Léon Daudet et de Charles Maurras qui continuera à s'exprimer même après sa mort.

Le 22 novembre 1913, il fonde un hebdomadaire satirique *Le Bonnet rouge*, tirant à 80 000 exemplaires, et défendant l'alliance électorale entre radicaux et socialistes qu'il avait pourtant combattu avec opiniâtreté dans les années précédentes. Bien que rallié à l'Union sacrée, le journal prend à partir de 1916, des positions de plus en plus pacifistes et ouvre même ses colonnes à l'écrivain pacifiste Romain Rolland à partir de juin 1917. Ce qui vaut à ses administrateurs d'être accusés quotidiennement par *l'Action française* de recevoir des fonds allemands. Le député nationaliste Barrès interpelle le ministre de l'intérieur Malvy à la chambre en ces termes : « Quand arrêterez vous la canaille du *Bonnet Rouge* ? »

Le 17 juillet 1917, *le Bonnet rouge* est suspendu. Arrêté le 6 août 1917, à son domicile Miguel Almeyreda meurt le 17 août suivant à l'infirmerie de la prison de Fresnes étranglé par un lacet de bottine attaché aux barreaux de son lit, suicidé ou assassiné, à l'âge de 34 ans.

On ne peut savoir quel cours aurait suivi son évolution politique après l'arrêt des hostilités, ni comment il se serait positionné par rapport à la révolution russe. Il aurait pu, comme certains de ses camarades qui l'avaient suivi dans sa trajectoire réformiste renouer avec l'internationalisme et contribuer à la formation du parti communiste ou, au contraire, poursuivre, comme son ami et collaborateur, Eugène Merle, une brillante carrière journalistique. La seconde hypothèse semble plus vraisemblable tant il avait pris goût à un mode de vie bourgeois, et tant, pour cette raison, la rancune de ses anciens camarades à son égard était grande. Il n'aurait certainement jamais pu regagner leur confiance.